

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.479/2
DU 2 JUILLET 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 5 juin 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Il ressort de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' qu'en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence¹; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres², qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au Moniteur belge, n'a pas été pris.

Il conviendra de veiller au bon accomplissement de cette formalité.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

À la fin de l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de préciser que l'article 12bis de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique' y a été inséré par l'article 187 de l'arrêté royal du 3 mars 2011 'mettant en œuvre l'évolution des structures de contrôle du secteur financier'.

Il convient en outre d'insérer entre les actuels alinéas 1^{er} et 2 un nouvel alinéa 2 mentionnant l'article 57 de la loi-programme du 10 février 1998 'pour la promotion de l'entreprise indépendante', qui est le fondement légal de l'arrêté royal du 30 avril 1999 'réglementant le statut et le contrôle des sociétés de cautionnement mutuel', dont l'article 19 du projet tend à abroger l'article 58.

¹ Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 précitée. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

² Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée.

DISPOSITIF

Articles 2 et 13

Dans les articles 2, § 2, 2^o, et 13, § 3, sont utilisés les termes « une entreprise bancaire » dans l'intention, confirmée par le délégué, d'ainsi viser une entreprise du secteur bancaire dans le sens où le chapitre III du projet a trait à ce secteur, de sorte que, de l'accord du délégué, il y a lieu de clarifier les termes précités en visant plutôt « un établissement de crédit ou une société de bourse ».

Article 14

Le paragraphe 1^{er} s'applique aux « établissements de paiement de droit belge établis en Belgique au 1^{er} janvier et visés au titre II de la loi du 21 décembre 2009 'relative au statut des établissements de paiement' ».

Le Conseil d'État constate à cet égard que le projet ne comporte pas de dispositions particulières pour les établissements de monnaie électronique, pourtant cités également dans l'énumération de l'article 36/2 de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique', et attire l'attention des auteurs du projet sur la nécessité d'adapter celui-ci pour tenir compte de l'avant-projet de loi 'modifiant la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement et à l'accès aux systèmes de paiement et d'autres législations dans la mesure où elles sont relatives au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique', qui se donne pour objet de transposer la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 'concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements, modifiant les directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la directive 2000/46/CE', et fait l'objet de l'avis de la section de législation 51.456/2 du 20 juin 2012.

Article 19

Conformément à l'article 330 de l'arrêté royal du 3 mars 2011 précité, lorsqu'un arrêté relatif aux matières dont la compétence de contrôle est transférée à la Banque nationale de Belgique par l'effet de cet arrêté et qu'il mentionne la Commission bancaire, financière et des assurances, il doit être lu comme s'il mentionnait la Banque nationale, s'agissant des compétences qui lui sont ainsi transférées.

L'article 30 de l'arrêté royal du 25 mars 2003 'portant exécution de l'article 45, § 2, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services

financiers' a remplacé, dans l'arrêté royal du 30 avril 1999 'réglementant le statut et le contrôle des sociétés de cautionnement mutuel', les mots « Office de Contrôle des Assurances » et « Office de Contrôle » par « CBFA », sauf dans l'article 1^{er}, 3°, qui est remplacé par :

« 3° l'organisme de contrôle : l'organisme qui exerce le contrôle sur la société, à savoir la Commission bancaire, financière et des assurances, visée à l'article 44 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ».

Dans cet article 1^{er}, 3°, ainsi remplacé par l'article 30 de l'arrêté royal du 25 mars 2003, il y a à présent lieu de remplacer explicitement la mention de la Commission bancaire, financière et des assurances par celle de la Banque nationale de Belgique puisque celle-ci a notamment pour mission d'assurer le contrôle prudentiel des sociétés de cautionnement mutuel, conformément aux articles 12*bis*, § 1^{er}, et 36/2 de la loi du 22 février 1998 précitée, insérés par les articles 187 et 195 de l'arrêté royal du 25 mars 2003.

Le projet devrait donc être complété par une disposition réalisant cette modification.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseurs de la section de législation,
	J. ENGLEBERT,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.479/2
VAN 2 JULI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 5 juni 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp koninklijk besluit “betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12*bis*, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ vloeit voort dat in principe elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren¹; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad², welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Er moet voor gezorgd worden dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Aan het eind van het eerste lid behoort te worden gepreciseerd dat artikel 12bis van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’ daarin ingevoegd is door artikel 187 van het koninklijk besluit van 3 maart 2011 ‘betreffende de evolutie van de toezichtsarchitectuur voor de financiële sector’.

¹ Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 5 mei 1997. Artikel 19/1, § 2, van de voornoemde wet van 5 mei 1997 belast de Koning om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad dat voorafgaand onderzoek te regelen. Tot op heden is nog geen enkel besluit met een zodanige strekking bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

² Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 5 mei 1997.

Tussen het huidige eerste en tweede lid dient voorts een nieuw tweede lid te worden ingevoegd waarin melding wordt gemaakt van artikel 57 van de programmawet van 10 februari 1998 'tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap', dat de rechtsgrond uitmaakt van het koninklijk besluit van 30 april 1999 'betreffende het statuut en de controle der maatschappijen voor onderlinge borgstelling', waarvan artikel 58 opgeheven wordt bij artikel 19 van het ontwerp.

DISPOSITIEF

Artikelen 2 en 13

In de artikelen 2, § 2, 2°, en 13, § 3, is sprake van "een bancaire onderneming" waarmee, zoals ook bevestigd wordt door de gemachtigde ambtenaar, een onderneming uit de banksector bedoeld wordt in de zin waarin hoofdstuk III van het ontwerp betrekking heeft op die sector; de voornoemde uitdrukking behoort aldus verduidelijkt te worden dat eerder de termen "een kredietinstelling of een beursvennootschap" worden gebezigd. De gemachtigde ambtenaar stemt daarmee in.

Artikel 14

Paragraaf 1 is van toepassing op de "op 1 januari in België gevestigde betalingsinstellingen naar Belgisch recht bedoeld in titel II van de wet van 21 december 2009 betreffende het statuut van de betalingsinstellingen".

De Raad van State stelt in dat verband vast dat in het ontwerp geen bijzondere bepalingen vervat zijn voor de instellingen voor elektronisch geld, die evenwel ook vermeld worden in de opsomming in artikel 36/2 van de wet van 22 februari 1998 'tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België', en vestigt de aandacht van de stellers van het ontwerp op de noodzaak om dit ontwerp aan te passen rekening houdend met het voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 21 december 2009 betreffende het statuut van de betalingsinstellingen, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en de toegang tot betalingssystemen, en van andere wetgeving die betrekking heeft op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld', dat strekt tot omzetting van richtlijn 2009/110/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 'betreffende de toegang tot, de uitoefening van en het prudentieel toezicht op de werkzaamheden van instellingen voor elektronisch geld, tot wijziging van de richtlijnen 2005/60/EG en 2006/48/EG en tot intrekking van richtlijn 2000/46/EG', en waarover de afdeling Wetgeving op 20 juni 2012 advies 51.456/2 gegeven heeft.

Artikel 19

Overeenkomstig artikel 330 van het voornoemde koninklijk besluit van 3 maart 2011 dient een besluit over de materies waarvoor de controlebevoegdheid door dat besluit overgedragen wordt aan de Nationale Bank van België en waarin melding wordt gemaakt van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen, gelezen te worden alsof het gaat om de Nationale Bank, wanneer het de bevoegdheden betreft die haar aldus zijn overgedragen.

Artikel 30 van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 'tot uitvoering van artikel 45, § 2, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten' heeft in het koninklijk besluit van 30 april 1999 'betreffende het statuut en de controle der maatschappijen voor onderlinge borgstelling' de woorden "Controledienst voor de Verzekeringen" en "Controledienst" vervangen door "CBFA", behalve in artikel 1, 3°, dat wordt vervangen als volgt:

"3° de controlerende instelling: de instelling die de controle uitoefent op de maatschappij, namelijk de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen, bedoeld in artikel 44 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten".

In dat artikel 1, 3°, dat aldus vervangen is bij artikel 30 van het koninklijk besluit van 25 maart 2003, behoort thans de vermelding "Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen" uitdrukkelijk vervangen te worden door de vermelding "Nationale Bank van België", daar deze inzonderheid belast is met het prudentieel toezicht op de maatschappijen voor onderlinge borgstelling, overeenkomstig de artikelen 12bis, § 1, en 36/2 van de voornoemde wet van 22 februari 1998, ingevoegd bij de artikelen 187 en 195 van het koninklijk besluit van 25 maart 2003.

Het ontwerp zou dus moeten worden aangevuld met een bepaling waarbij dat artikel 1, 3°, aldus wordt gewijzigd.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	J. ENGLEBERT,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS